« Les Algériens manifestent un grand sens politique »

Entretien avec de Benjamin Stora, président du conseil d'orientation du
Musée national de l'histoire de l'immigration

Marie Poinot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/10009>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.10009

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2019

Pagination : 138-142

ISBN : 978-2-919040-46-9

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « « Les Algériens manifestent un grand sens politique » », *Hommes & migrations* [En ligne], 1326 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2019, consulté le 16 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/10009> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.10009>

ENTRETIEN

« *Les Algériens manifestent un grand sens politique* »

Entretien auprès de Benjamin Stora,

président du conseil d'orientation du Musée national de l'histoire de l'immigration, réalisé par Marie Poinso.

Depuis le 22 février, l'Algérie vit un mouvement populaire contre le système politique en place, inédit par son ampleur et sa forme. Ce soulèvement contre la captation du pouvoir, la corruption et les inégalités au sein de la société algérienne, initié par la classe moyenne et les étudiants, est également animé par une volonté profonde de changement de régime politique. Face aux militaires, la société civile aspire ainsi à une nouvelle distribution du pouvoir en Algérie.

Hommes & Migrations: Pouvez-vous caractériser la situation algérienne? Pourquoi avez-vous qualifié les manifestations qui ont eu lieu depuis le 22 février dans tout le pays de « mouvement très profond de caractère révolutionnaire »? Pouvez-vous comparer ces manifestations avec celles de l'été 1962 qui ont marqué les fêtes de l'indépendance?

Benjamin Stora : L'histoire des rapports entre l'immigration algérienne et la société algérienne est ancienne, mais il existe peu d'études sur la question des mouvements actuels. Quelques reportages ont néanmoins traité de l'importance prise par les manifestations à Paris ou à Marseille, réunissant plusieurs milliers de personnes. Ceci témoigne d'un certain intérêt de la part de ce qui apparaît comme une avant-garde politique de l'immigration algérienne en France, principalement celle récemment arrivée d'Algérie. Or l'immigration algérienne en France est forte de centaines de milliers de personnes qui se sentent concernées, sans pour autant descendre dans la rue. Il faut donc avant tout voir ce moment comme une rupture historique. Je travaille sur l'histoire du Maghreb depuis plusieurs dizaines d'années et, à ma connaissance, c'est la première fois qu'un président de la république d'Algérie s'en va à la suite d'immenses manifestations populaires. Cela n'avait pas été le cas en 1965, lors du coup d'État qui a chassé Ben Bella. Dans les années 1995-1997, l'armée a désigné Liamine Zeroual. C'est encore elle qui va chercher Abdelaziz Bouteflika en 1998. À chaque fois qu'il y a destitution d'un président de la République, cela concerne le cercle fermé du personnel politique et permet de souligner le rôle très important joué par l'armée. Mais, cette fois-ci, tout est parti de manifestations de rue.

Les revendications ont été alors directement politiques. Elles visaient à faire en sorte qu'Abdelaziz Bouteflika ne se représente pas pour un cinquième mandat. Déjà, en 2014, la société avait été peu satisfaite des conditions de son élection. Bouteflika était dès cette époque un personnage invisible. Il avait subi plusieurs accidents physiques graves, avait dû être absent d'Algérie durant plusieurs mois en 2005 et avait subi en 2013 un AVC assez spectaculaire qui l'avait cloué sur un fauteuil roulant. La campagne électorale de 2014 s'est faite sans lui, mais les Algériens étaient patients. Les gens se disaient que c'était la dernière fois qu'il gouvernait et qu'il ne fallait pas déstabiliser le pays. Le cinquième mandat, avec le même scénario, l'absence physique du candidat, les cadres photos pour le représenter, a constitué l'humiliation de trop.

H&M: Vous avez insisté sur la grande maturité politique du peuple algérien et sur la citoyenneté en marche, notamment des jeunes. Comment la société civile a-t-elle pu acquérir ces qualités politiques malgré la confiscation du pouvoir pendant des décennies par le FLN et l'élite militaire?

B. S. : Les Algériens manifestent un grand sens politique, y compris de citoyenneté, depuis longtemps. Il ne faut pas oublier qu'ils ont traversé la guerre d'Algérie qui était à la fois la guerre d'indépendance et une guerre civile. Cela constitue un double traumatisme considérable. Ils ont une expérience de la violence, de l'absence de démocratie, des rapports politiques qui s'établissent exclusivement par la force. Cela se retrouve à toutes les échelles de la vie sociale et les gens ont eu envie d'autre chose. Ce que l'on sait moins en France, c'est que la situation actuelle en Algérie fait suite à de longs mois de grands mouvements sociaux. Le secteur hospitalier était en grève, en particulier les médecins et les infirmiers. De même, les enseignants ont protesté contre leurs conditions de travail et ont d'ailleurs été réprimés. Il y a eu aussi des mouvements sociaux dans les grandes entreprises nationales. La classe

moyenne offrait bon gré mal gré un soutien politique pour éviter le chaos, la déstabilisation. Or, cette fois-ci, c'est elle qui est descendue dans la rue la première. Contrairement aux manifestations islamistes des années 1989, 1990, 1991, elle n'était pas mobilisée par un projet idéologique mais par une volonté politique. On voulait être respecté et plus de démocratie. Les Algériens n'avaient pas plongé dans les révolutions arabes de 2011 parce qu'ils venaient de sortir d'une guerre civile qui avait fait beaucoup de morts. Bouteflika était à l'époque populaire car il avait promis la reconstruction du pays et la réconciliation nationale. Aux effets de la crise économique, s'est ajoutée l'humiliation.

H&M: Quel a été le rôle de la presse écrite dans ce mouvement politique ? Les réseaux sociaux et les informations via Internet avec les familles ou les amis résidant en Algérie favorisent-ils les échanges et les soutiens en faveur des manifestants ?

B. S. : La liberté de la presse existe depuis octobre 1988. La presse écrite algérienne a joué le rôle de contre-pouvoir beaucoup plus que l'opposition classique, à travers ses dessinateurs, ses intellectuels, ses journalistes. Elle ne présentait en apparence pas de danger aux yeux du pouvoir qui s'est contenté de contrôler les télévisions. Mais la presse écrite a beaucoup gagné en puissance à l'heure d'Internet, devenant une presse lisible par tout le monde. La plupart des jeunes s'informent en ligne par d'autres canaux, à l'échelle internationale et avec plus de rapidité. En ce sens, je pense que les pouvoirs algériens n'ont pas mesuré la révolution numérique, car ils sont demeurés dans une sorte d'archaïsme propre à une génération qui se légitimait surtout par la guerre d'indépendance.

H&M: Convoquer un panthéon de personnalités politiques qui ont été évincées de l'histoire nationale algérienne permet-il aujourd'hui d'élaborer un nouveau projet de société ?

B. S. : Le récit national s'était déjà largement modifié. Les années 1990 avaient été marquées par le retour de personnages historiques comme Ahmed Ben Bella et Mohamed Boudiaf. Encore fallait-il prendre appui sur une version de l'histoire qui ne soit pas falsifiée. C'est une étape importante. Le retour de ces grandes figures historiques a été décisif à l'enrichissement du récit national. Aujourd'hui, le 17 octobre 1961 est devenu une fête nationale en Algérie. Mais, jusqu'aux années 2000, l'apport politique de l'immigration algérienne en France a été très minimisé dans le récit officiel. Plusieurs raisons l'expliquent. D'abord, l'immigration algérienne a très longtemps été partisane de Messali Hadj qui était un adversaire du Front de libération nationale (FLN). Deuxièmement, le récit national faisait la part belle à l'« authenticité paysanne » et non pas urbaine ou migratoire, c'est-à-dire à la tradition. Les immigrés étaient de ce fait quelque part coupables d'euphémisation, d'attirance à l'égard du modèle occidental. Enfin, l'explication donnée en Algérie à la naissance du nationalisme algérien moderne est différente de celle donnée en France. On sait que le nationalisme radical indépendantiste est né en France, dans les milieux de l'immigration ouvrière au contact du Parti communiste, de la Confédération générale du travail (CGT), mais aussi de la gauche de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), les chrétiens sociaux, etc. Il y avait une proximité de

l'immigration ouvrière avec un mouvement ouvrier français qui avait pu être un facteur intégrateur comme pour les autres immigrations. Mais la spécificité de l'immigration algérienne, la plus importante immigration coloniale, était justement la question coloniale. La revendication sociale n'entraînait pas en concurrence avec la revendication nationale, elles se chevauchaient en permanence. Les immigrés ont ainsi bénéficié d'un apprentissage du politique et du culturel par le mouvement ouvrier. Les grandes organisations syndicales ont marqué cette immigration algérienne, ce qui la rendait suspecte aux yeux des tenants d'une orthodoxie exclusivement arabo-musulmane. Les Kabyles, très nombreux dans l'immigration algérienne, étaient accusés de « berbérisme », en fait de « communisme ». Dans le récit national, dire que l'immigration avait joué un rôle d'impulsion à l'égard du mouvement nationaliste débouchait sur une impasse. La minimisation de ce rôle va rendre les rapports entre la diaspora algérienne et le pays natal très compliqués. Or, pendant la guerre d'indépendance, la plupart des Algériens en France étaient farouchement nationalistes.

H&M: Qu'est-ce qui a alors fait changer l'attitude du pouvoir algérien par rapport à l'immigration ?

B. S. : L'attitude du pouvoir n'a pas vraiment changé sur cette question. Mais, *de facto*, la société algérienne se trouve dans la mondialisation. L'immigration algérienne en France n'est donc plus considérée comme une entité hostile et séparée. L'État algérien a progressivement perdu le contrôle de l'immigration après 1988, au moment de l'éclatement de la puissante Amicale des Algériens en Europe. Celle-ci encadrait et surveillait politiquement une immigration composée de nombreux opposants (berbères, intellectuels, islamistes). Après la guerre civile et avec l'apparition du pluripartisme, le contrôle exercé par l'État algérien s'est relâché. Dans le même temps, les vagues d'immigrés ont connu l'intégration sociale et culturelle en France, ce qui a pu changer leur regard et leur rapport à l'Algérie et a favorisé une sorte de détachement. La confiance, les retrouvailles ont pris du temps et se manifestent ces derniers mois.

Depuis les années 2005-2010, la nouvelle immigration, dite des « *harragas* » algériens, diffère de celles des intellectuels, d'ingénieurs ou de médecins qui ont quitté l'Algérie durant les années 1990. On y retrouve des profils aussi bien qualifiés que déqualifiés, ainsi qu'un nombre important de femmes, à la périphérie des deux sociétés. Cette ultime vague d'immigration regroupe des porteurs d'espérance démocratique. Ce sont eux qu'on retrouve dans les manifestations du dimanche après-midi.

H&M: Pourrait-on imaginer une convergence entre le mouvement des Gilets jaunes en France et les manifestants en Algérie ?

B. S. : Il y a toujours des points communs entre ce qu'on appelle des mouvements de masse. Mais, concernant les aspirations algériennes, il y a beaucoup plus de différences que de points communs avec les Gilets jaunes. On a du mal à le percevoir en France. La principale différence est que les Algériens ont

l'impression que l'indépendance leur a été confisquée et qu'ils n'ont jamais vécu dans une société véritablement démocratique. D'autre part, les Gilets jaunes ne sont jamais parvenus à mobiliser la jeunesse scolarisée. En Algérie, toutes les universités et les lycées ont été en grève générale pendant deux mois. Il y a certainement des sentiments de confiscation du pouvoir par les élites, d'exigence démocratique réelle, de refus du néolibéralisme, d'impression d'être les jouets de l'histoire, qui leur sont communs. Mais les rythmes, les délais, la nature des deux mouvements ne sont pas les mêmes.

H&M : Quelle évolution peut-on imaginer pour le mouvement en cours actuellement en Algérie ?

B. S. : Il y a plusieurs solutions. Soit la rue parvient à défaire le pouvoir militaire, l'obligeant à se retirer complètement de la scène politique. Soit on arrive à une forme de compromis politique entre les militaires et les secteurs importants de la société civile. Soit, enfin, s'organise véritablement une élection d'un président de la République conformément à la constitution. Pour toutes ces hypothèses, encore faut-il qu'émergent de la société civile des interlocuteurs capables de discuter avec les militaires. La grande inconnue pour moi est le surgissement d'interlocuteurs, non pas pour l'enracinement du mouvement qui lui est déjà un fait accompli, mais pour l'émergence d'une direction politique. L'immigration algérienne n'est pas l'élément moteur, c'est en Algérie que cela se passe maintenant. ■